

# Parti Révolutionnaire Communistes



Bimestriel N°140 novembre 2021

**Sommaire**

Page1: Edito:Tous ensemble...  
Page1: Souscription Nationale  
Page2: Un budget 2022  
Page3: Les luttes  
Page4: Contrat militaire rompu...  
Page4: International: Madagascar, Corée du Sud...



[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Pour nous écrire : COMMUNISTES 99 BIS Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Edito

## Tous ensemble, la lutte pour «Augmenter les salaires»

Face à la hausse de tous les prix, il faut augmenter immédiatement les salaires et il faut porter le smic à 2100 euros comme le propose notre Parti, afin que chacun puisse vivre dignement de son travail

Assurer le minimum nécessaire, boucler les fins de mois, se loger sont des préoccupations majeures auxquels est confronté la majorité de la population .

### Un «chèque inflation» de 100 euros une aumône, une insulte au peuple

Le gouvernement utilise l'argent public pour substituer des revenus à des salaires, cette stratégie est une aubaine pour les entreprises. Les travailleurs, eux, perdent sur tous les plans: une aide distribuée par l'Etat peut s'arrêter à tout moment et ils cotisent moins pour leur retraite et la sécurité sociale car ces revenus ne sont pas soumis à cotisations sociales.

Le monde du travail n'a jamais été autant pressuré en augmentant les rythmes et le temps de travail, en accentuant la précarité, la flexibilité, en bloquant les salaires. L'enrichissement du capital se fait au prix d'une exploitation de plus en plus dure.

Pour le patronat, comme pour l'État, le salaire qu'il soit direct ou socialisé, c'est la pierre de touche de l'exploitation du travail salarié. Le prix de la force de travail est maintenu le plus bas possible pour engranger le maximum de profits. Prix, salaires et profits sont donc bien

un ensemble indissociable qui est au cœur de la lutte de classe.

Macron et son gouvernement sont déterminés à mener les attaques antisociales jusqu'au bout, main dans la main avec le patronat sur toutes les questions. Ils poursuivent leur objectif : soumettre toute la société au service des multinationales et du capital.

Les candidat(e)s déclarés à la Présidentielle nous promettent le grand changement mais ils ou elles appartiennent à des partis qui ont été au pouvoir ou qui dirigent, aujourd'hui des villes, des départements et des régions, ils gèrent et agissent en appliquant les directives du capital. Un tour dans les programmes ou déclarations des candidats démontre que le salaire n'est pas leur priorité, pour ceux qui disent qu'ils augmenteront les salaires, aucun(e) ne propose de donner les moyens indispensables.

### On ne peut pas changer de politique sans s'attaquer au capitalisme.

Le capitalisme n'a de but que le profit et n'apporte à l'humanité et à la planète qu'exploitation, pauvreté et guerres. Il faut lutter contre les aggravations que le gouvernement et le capital veulent nous imposer et **lutter immédiatement sur les revendications et imposer une réelle augmentation des salaires et des aides sociales pour tous, le SMIC à 2 100 euros** et des embauches massives

dans les services publics et les entreprises contre la surcharge de travail et pour faire reculer le chômage.

Notre parti appelle à la lutte partout, il est avec les travailleurs, pour faire reculer le pouvoir actuel, il faut comme hier, lutter sans relâche, tous ensemble, unis, de plus en plus forts.

Il faut lutter en permanence contre le capitalisme avec persévérance jusqu'à l'abattre, lui reprendre tous les pouvoirs et construire une autre société. Notre parti porte et développe la perspective d'une société débarrassée du capital, car il n'y a pas d'autre choix pour satisfaire aux besoins du peuple.

C'est tout le système qu'il faut renverser, la question d'en finir avec le capitalisme est posée. Notre parti est le seul à appeler à mettre fin au système capitaliste, pour construire avec le peuple une société socialiste au service du peuple et seule la lutte politique permettra de s'emparer des moyens de production et d'échange qui seront gérés par les travailleurs pour la satisfaction des besoins de tous. C'est la perspective que porte notre Parti Révolutionnaire Communistes et pour laquelle il vous invite à le rejoindre dans ce combat.

*La rédaction*

Suivre l'actualité sur notre site [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

## Souscription nationale

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. **Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Tél perso : \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

**Je verse la somme\* de:**  
.....€

Chèques\* libellés à : Aline PORNET  
mandataire financier de Communistes  
Vos dons pourront être déclarés aux impôts  
pour obtenir un dégrèvement.  
66 % du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes  
99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

Le projet de loi de finances 2022 est en discussion à l'Assemblée et le gouvernement fait des missions régaliennes (police, justice, armées) la priorité pour la défense et la protection des intérêts du capital en France et dans le monde. Le budget de la défense, + 1,7 milliard d'euros portera la totalité du budget des armées à 41 milliards d'euros, un montant « inédit ».

La plupart des ministères verront leur budget se stabiliser l'an prochain, le gouvernement multiplie les promesses... mais il baisse l'ensemble des dépenses de l'Etat de 34,5 milliards (-7,9%) comme le coup de rabot de 3 milliards sur les APL, une fois de plus il fait les poches des plus fragiles.

## **Les principales bénéficiaires du budget : les entreprises :**

\*Le gouvernement baisse de 10 milliards d'euros par an les impôts de production.

\*les entreprises verront leurs impôts passés au taux de 25 % contre 33,3 % en début de quinquennat.

\*Le pacte de responsabilité et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en basculant ce dernier en baisses de cotisations pérennes. poursuit la chute de la fiscalité sur le capital : à la fois sur le patrimoine, via le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), et sur le revenu, avec la flat tax (ou prélèvement forfaitaire unique, PFU). Le 1 % des plus riches sont les grands gagnants de ses choix budgétaires.

\* Encore 30 milliards de plus sur cinq ans de cadeaux, un plan d'investissement pour la ré-industrialisation et la transition écologique!

## **Le projet de loi du financement de la sécurité sociale idem: tout pour le capital**

Depuis 96 les dépenses de protection sociale sont devenues des lignes budgétaires au sein du budget global. Le gouvernement et le Parlement décident et fixent dorénavant tous les ans l'objectif national d'évolution des dépenses d'assurance-maladie.

\*Vider les caisses, puis étatiser, privati-

ser c'est le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Les gouvernements successifs se sont évertués à en assécher le financement à coups d'exonérations, pour mieux justifier ensuite les tours de vis destinés à rééquilibrer les comptes. Macron compte bien finir le travail.

\*la proposition de loi organique portée par Thomas Mesnier, député LaREM, adoptée par le Sénat vise à intégrer le financement de l'assurance-chômage au PLFSS. L'État reprendrait entièrement la main, à la place de l'Unédic. L'objectif poursuivi par le gouvernement est clair : diminuer la part des cotisations patronales et les remplacer par de la TVA, payée par l'ensemble des ménages. Concrètement, depuis 2018, il a déjà divisé par deux les cotisations patronales d'assurance-maladie.

\*Le gouvernement a décidé de ne plus compenser les allègements, ce qui aboutit à un creusement du « trou » de la Sécurité sociale et contribue à dégrader les comptes, en décidant de faire endosser aux organismes sociaux le fardeau de la « dette Covid » de 51 milliards d'euros constituée de mesures de soutien à l'économie (chômage partiel, report de cotisations, etc).

\*Pour ce qui est des exonérations, elles atteignaient le montant colossal de 60 milliards d'euros fin 2019. Macron a ajouté sa pierre avec 3,5 milliards d'euros d'allègement de cotisations supplémentaires. Autant d'abattements qui ravisse le capital et ses profits mais qui coûtent très cher au peuple

## **Un budget 2022 pour baisser les dépenses publiques et brider les dépenses de santé.**

L'objectif est de rétrécir la Sécurité sociale, jugée trop coûteuse et inefficace pour le capital. Si la crise sanitaire a conduit le gouvernement à temporiser, il n'a pas tardé à remettre ses réformes sur les rails, la réforme des retraites toujours d'actualité, il a appliqué celle des APL, en pleine épidémie, ainsi que la réforme de l'assurance chômage, qui est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre.

Le budget de la Sécurité pour 2022 affiche un objectif de dépenses d'assurance maladie en baisse, les assurés

vont en faire les frais. Par décrets et ordonnances, les salariés ont été écartés de sa gestion, employeurs et gouvernements ensemble ont désengagé progressivement le patronat du financement de la Sécurité Sociale. Les gouvernements les uns après les autres font payer les salariés, les malades, alors que se sont les exonérations patronales qui creusent le « trou » de la Sécurité Sociale, en défiscalisant et désocialisant les heures supplémentaires et la prime exceptionnelle, sans oublier la hausse de la prime d'activité et l'élargissement du nombre de bénéficiaires, ce n'est pas du salaire et n'induit donc pas de prélèvements sociaux, ces choix ont un impact sur le financement de la Sécurité sociale. On retrouve le même principe avec l'activité partielle, l'aide est versée à la place du salaire, les cotisations, et donc les recettes de la Sécurité sociale sont réduites, alors qu'en même temps elle est mise à contribution pour un tiers du coût de l'activité partielle.

Bercy a promis du sang et des larmes pour les cinq années à venir. « **Nous retournerons sous les 3 % de déficit public en 2027, en cinq ans. Nous allons donc faire en cinq ans ce que les autres, à la suite de la crise de 2008, n'ont pas fait en dix ans** », menace Bruno Le Maire.

Nous sommes avertis, pas d'autres chemin que la lutte pour bloquer les objectifs du pouvoir et du capital, la lutte est le seul moyen pour parvenir au projet social<sup>(1)</sup> que le peuple est en droit d'attendre, Tout de suite, il est possible de se rassembler pour des avancées revendicatives et les moyens existent de les satisfaire mais cela, nous l'avons vu ne saurait suffire, le capital veut toujours récupérer ce qu'il a concédé par la lutte, la lutte politique pour un changement radical de société est une nécessité pour une société socialiste débarrassée du capitalisme.

(1) Nos propositions sur notre site :

[Quel système de santé ?](#)

**Suivre l'actualité sur notre site**  
**[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)**

**Communistes**  
commission paritaire : N° 0114 P 11306  
directrice de publication : Christine PICAVEZ  
3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois  
*E' mail:* [communistes@sitecommunistes](mailto:communistes@sitecommunistes)  
- imprimé par nos soins-

Macron et le ministre de l'économie, B. Le Maire, se félicitent des prévisions de croissance « 3% de croissance en un trimestre c'est du jamais-vu depuis plus de 50 ans » se vantent du " retour de la prospérité » : « ...nous avons bien protégé l'économie ... Toutes les décisions économiques que nous avons prises au début du quinquennat donnent leur plein effet aujourd'hui ... la croissance doit profiter aux fleurons du Cac 40 ».

Et elle leur profite : \* les rémunérations des PDG augmenteront en 2021 de 30% et s'élèveront en moyenne à 5,4 millions €, l'équivalent de **277 smic annuel**.

\* Plus de **50 milliards de réduction d'impôts** sur le quinquennat qui bénéficieront essentiellement aux grandes entreprises capitalistes et aux grandes fortunes ...

Le gouvernement et les grandes entreprises capitalistes ont profité de la crise sanitaire pour imposer des restructurations, supprimer des emplois, augmenter les cadences, baisser les salaires (autour de 8,4% pour les employés, moins 5,9% pour les ouvriers), réduire les coûts.

Tous les secteurs sont soumis à une surexploitation forcenée au seul nom du profit. La santé, l'éducation nationale, la formation professionnelle, les universités, les collectivités territoriales, les services publics, les entreprises publiques et privées... retraites, salaires, pensions, logement, allocations sociales, culture, tout y passe !!!

Cette politique est rejetée massivement, le mécontentement et la colère sont profonds et se traduisent par des initiatives qui prennent des formes variées.

## **Contre les fermetures d'entreprises, pour la défense de l'emploi, pour les salaires, les conditions de travail, les mouvements de grèves, les débrayages, les manifestations n'ont pas cessé.**

Au cours des mois de juillet et août, les grèves, les débrayages se sont poursuivies.

→ **Contre les PSE, les APC** : \* **ADP** (l'Aéroport de Paris) contre le **PACT** (Plan d'Adaptation de Contrats de Travail) qui impose la mobilité forcée, des baisses de salaire de 10 à 20%, en cas de refus les salariés sont menacés de licenciement.

\* **Bergams**, (produits alimentaires, filiale du groupe Norac une des 500 plus grandes fortunes de France) contre l'**Accord**

**de Performance Collective** (signé par la CFDT et la CFTC) : diminution de salaire jusqu'à 80% sur des salaires en majorité au Smic, augmentation de 20 à 30% du temps de travail, sans rémunération des heures supplémentaires. 90% de 290 sont en grève pour l'annulation de l'APC et pour des augmentations de salaire.

→ **Contre les liquidations d'entreprises** : dans les fonderies aluminium et fonte : à La SAM (Société Aveyronnaise de Métallurgie), à la **Fonderie du Poitou** - contre la délocalisation de la fabrication des culasses en Turquie-, contre la liquidation judiciaire de **MBF Aluminium St Claude**, l'Etat qui accorde 50 millions de fonds publics pour financer Le PSE...

→ **Pour l'augmentation de salaires, pour des embauches** : \* **Airbus**, débrayage contre l'augmentation du temps de travail, pour des augmentations de salaires pour des recrutements. Baisse des effectifs de 5,50 % à Airbus et de 7,50 % chez les sous-traitants et les prestataires de service, avec une production supérieure à celle d'avant la pandémie. \* **Naval Group** manifestation des 6 sites de France au siège de Paris pour l'obtention d'un 13<sup>ème</sup> mois et la préservation des emplois chez les sous-traitants. \* **Jeu-mont électrique, grève gagnante** ; versement de la prime covid et augmentation générale des salaires. \* **Gantois industries** (métallurgie à Saint Dié) **grève gagnante** augmentation de salaire (80€), prise en charge d'une partie de la mutuelle. \* **ENEDIS** pour la défense des services publics et l'augmentation des effectifs. \* **Neuhauser** (secteur boulangerie, pâtisserie), grève gagnante : augmentation de salaire et création de 7 emplois. \* Dans les transports : **Transdev et TGV Atlantique** : grèves et débrayage pour les salaires et les conditions de travail. Grèves dans le commerce, la grande distribution, chez les opérateurs orange, SFR, les services publics, dans la santé, etc. (cf. sur notre site la liste des luttes). Les questions des salaires et de l'emploi reviennent avec force dans les luttes. Les salariés n'ont pas l'intention de se laisser faire.

→ Les journées de mobilisation et de grèves nationales ont ponctué les deux derniers mois, en septembre : dans la **Santé et l'Action Sociale** ; l'**Education Nationale** à l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO FSU) ; les **aides des soins à domicile**. Les luttes dans le commerce, à Sanofi, chez Orange. Le **1<sup>er</sup> octobre** des milliers de retraités ont manifesté dans 164 ras-

semblements pour exiger l'augmentation des pensions, le développement de la protection sociale et des services publics. Le 5 octobre la journée de grèves et de manifestation à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaire et des mouvements de jeunesse à regroupé plus de 160 manifestants dans 200 rassemblements, elle a été axée sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, mais aussi contre les réformes de l'assurance chômage, des retraites ; pour la défense des services publics, contre leur démantèlement et leur privatisation ; contre la précarisation en particulier des jeunes.

## **Une nécessité : des luttes de plus en plus large**

Les luttes ont des objectifs communs et toutes les mêmes revendications. La situation impose de développer les luttes de plus en plus fortes partout, tous ensemble pour stopper la régression sociale. Les luttes sont incontournables, c'est la condition n°1 pour gagner sur les revendications.

C'est une nécessité absolue de développer partout, de plus en plus fort les luttes économiques et sociales dans les entreprises, contre la régression, l'exploitation, pour leur donner plus de force pour stopper Macron et le capital et inverser le rapport des forces. Les luttes sont la seule barrière qui les bloquera. Tous ensemble nous les mettrons en échec.

## **Il faut en même temps mener la bataille politique contre le capitalisme.**

## **Appeler au changement révolutionnaire de la société pour abattre le capitalisme**

<input type="checkbox"/>	<b>Pour adhérer</b>
<input type="checkbox"/>	<b>Prendre contact</b>
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS E'mail : <a href="mailto:communistes@sitecommunistes.org">communistes@sitecommunistes.org</a>	

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

## Plus qu'un camouflet une preuve de la réorganisation du bloc impérialiste menée par les USA

La rupture du contrat signé en 2006, sous la présidence de F. Hollande avec la France et concernant une flotte de douze sous-marins à propulsion conventionnelle par le groupe français Naval Group, pour l'Australie, pour un montant de 35 milliards d'euros, fait couler beaucoup d'encre et il y a en effet matière à le faire!

À la signature que n'a-t-on entendu sur la place stratégique de la France en Asie-Pacifique et sur ses capacités technologiques. Ce contrat baptisé de contrat du siècle devait fournir une charge de travail importante pour Naval Group.

Le choix, annoncé mercredi 15 septembre, de l'Australie de rompre ce contrat, Canberra préférant désormais construire des sous-marins à propulsion nucléaire à l'aide de technologies américaines et britanniques.

Nul doute qu'il était dans les tuyaux depuis longtemps et même probablement sous la présidence de D. Trump et qu'il a été validé par son successeur.

### Quel est la signification profonde de ce "revirement" australien?

Cette situation pour être comprise doit prendre en compte l'évolution des rapports au sein de l'impérialisme qui font que les affrontements en son sein se sont déplacés vers la zone Asie-Pacifique, la confrontation majeure c'est aujourd'hui celle entre les USA et la Chine. Les USA ont redimensionné leur présence dans cette région et rassemblent autour d'eux une alliance antichinoise dont l'Australie et le Royaume-Uni font partie. Nous avons d'ailleurs souligné que le départ des troupes US d'Afghanistan était un redéploiement de leurs forces par les USA. Le Brexit ayant d'ailleurs eu aussi cette fonction de permettre au Royaume-Uni le déploiement d'une stratégie dite de *Global Britain* tournée vers l'Asie en coopération avec les USA. Cette coalition impérialiste dominée par les USA et qui en-

tend englober le Japon et la Corée du Sud, veut élever le niveau de confrontation avec la Chine et ses alliés et le passage à des sous-marins nucléaires est un facteur essentiel dans cette direction puisqu'elle ajoute une future puissance nucléaire à la panoplie de l'alliance formée par les USA, la G-B et l'Australie.

### Dans cette élévation du niveau de confrontation, seuls comptent les intérêts des forces impérialistes dominantes, en l'occurrence les USA.

La France est donc traitée par eux en vassale qui doit se plier à ses exigences. Membre de l'OTAN comme la plupart des pays de l'Union Européenne, la France a beau crier à la trahison, elle ne reçoit que le salaire de sa position de dominée. Il est d'ailleurs significatif que l'annonce de la rupture du contrat se soit faite au moment où la présidente de la commission européenne dissertait sur le renforcement de l'intégration militaire au sein de l'UE pour jouer le rôle que lui ont assigné les USA de contrôler la région Europe en les déchargeant partiellement de cette responsabilité.

Les cris d'orfraies de notre gouvernement n'y changeront rien, la France est traitée pour ce qu'elle est par les USA: une puissance impérialiste de deuxième ordre qui n'est pas en mesure, pas plus que l'Union Européenne d'imposer des choix stratégiques.

### Alors quel choix pour riposter à ce coup du trio USA-GB-Australie?

C'est celui pour lequel nous nous battons comme force anti-impérialiste **c'est d'exiger le retrait de la France de l'OTAN. C'est le seul moyen de ne pas se laisser entraîner dans un futur conflit impérialiste. C'est celui d'assurer la souveraineté et l'indépendance de la France, celle de lutter pour libérer la France de la domination capitaliste.**

### Madagascar:

### 1 million de personnes en état de malnutrition et pendant ce temps...

Le sud de Madagascar est touché depuis trois ans par une grave sécheresse qui entraîne de redoutables effets sur la population puisqu'un million de personnes sont touchées par la malnutrition et tout particulièrement des enfants. Selon M. Paubert enseignante-chercheur à Madagascar, le changement climatique n'est pas le principal responsable de cette situation. Selon elle, le processus de désertification du sud a commencé depuis 3 à 4.000 ans et 16 épisodes de cette intensité sont répertoriés depuis 1895. Ce sont les politiques menées par l'État malgache qui sont largement responsables du sort des populations du sud pour lesquelles on peut parler d'abandon. Le programme alimentaire mondial (PAM) dépendant de l'ONU estime qu'il faudrait 78 millions de dollars tout de suite pour un soutien d'urgence... Pendant ce temps, les milliardaires capitalistes américains organisent du tourisme spatial. Pour le premier vol R. Branson et J. Bezo ont dépensés 200 millions de dollars et le récent vol orbital sur Falcon 9 a coûté à J. Isaacman 100 millions de dollars. Quelle indécence! D'un côté des capitalistes qui se gavent sur l'exploitation des salariés, de l'autre une misère mortifère qui sacrifie les populations et des agences de l'ONU qui font "la manche"! Faites le savoir, le capitalisme c'est ça. C'est pourquoi notre parti le combat et qu'il faut en finir avec ce système criminel.

### Corée du sud:

### Liberté immédiate pour le syndicaliste Yang Kyeng-soo

Le 17 août, le tribunal du district central de Séoul a émis un mandat d'arrêt contre le président de la Confédération Syndicale Coréenne (KCTU) Yang Kyeng-soo, pour avoir organisé un rassemblement le 3 juillet demandant un moratoire sur les licenciements pendant la crise du Covid-19 et des mesures immédiates pour protéger la vie et les moyens de subsistance de la population.

Le 2 septembre la police armée a fait irruption au siège du KCTU, arrêté le président du syndicat et fouillé l'intégralité des locaux.

Les accusations portées contre le responsable syndical visent à empêcher le droit à manifester au motif de la prévention et du contrôle des maladies infectieuses. Notre parti révolutionnaire Communistes proteste contre cette arrestation et exige la libération immédiate du camarade Yang Kyeng-soo.